

le monde libertaire

Hebdomadaire de la FÉDÉRATION ANARCHISTE
adhérente à l'Internationale des Fédérations anarchistes
21 au 27 septembre 2000



10 FF
1,52 €

Référendum sur le quinquennat La farce électorale à visage découvert

JEU ELECTORAL SANS ENJEU. LE référendum sur la micro-réforme constitutionnelle qu'est le quinquennat ne passionne pas les foules, c'est le moins qu'on puisse dire. Après avoir connu un certain succès comme exercice de style pour potaches en droit constitutionnel, le débat sur le quinquennat tombe aujourd'hui à plat. Et pour cause: ce scrutin dérisoire ne peut masquer la débâcle sociale orchestrée par des dirigeants qui, ostensiblement, continuent de garantir l'accumulation des richesses pour les nantis et l'exploitation de plus en plus virulente des salariés.

L'ironie du sort a voulu que le calendrier mette particulièrement en relief le fossé qui existe entre les préoccupations populaires d'un côté et le jeu politicien de l'autre. À commencer par la hausse des prix du carburant, car si ce sont les patrons qui se sont mobilisés, ce qui leur a permis d'obtenir quelques cadeaux substantiels du gouvernement, il n'en reste pas moins qu'au bout du compte, ce sont les consommateurs qui vont payer la note. Pour cela, il suffira aux patrons de répercuter la hausse sur leurs tarifs...

Exclus de la répartition des fruits de la croissance, victimes de licenciements, voyant leur couverture sociale se réduire comme une peau de chagrin, les salariés ont d'autres chats à fouetter que la durée du mandat présidentiel. L'abstention sera donc massive.

Profil bas

Les politiques l'ont bien compris, qui rivalisent de discrétion sur le sujet en refusant quasiment de mener campagne. Alors qu'ils auraient voulu faire de ce scrutin un symbole de modernisation politique, rassembleur et consensuel, ils en sont réduits à marcher en ordre dispersé, chacun essayant de s'inventer des raisons propres de s'intéresser au sujet, sans trop de conviction.

Certain-e-s en font l'occasion d'une répétition générale pour les municipales, c'est le cas d'Aubry qui va tenir un meeting à Lille dont elle convoite la mairie. Pasqua en profite pour se mon-

trer et faire valoir sa différence à droite quant à Fabius, il n'a rien pu trouver de mieux que de défendre le droit de vote en général, car « il y a tellement de gens qui se sont fait trouser la peau pour l'avoir. » Ils semblent pourtant peu nombreux à vouloir mourir pour ou contre le quinquennat... Et sûrement pas les verts qui ont carrément « oublié »

Laguillier dit se moquer de « l'âge du capitaine », on sait par ailleurs qu'elle reste persuadée qu'un chef issu de ces propres rangs pourrait changer le système en place. La seule chose à en attendre, c'est que les militants de ces organisations, en démystifiant le vote à l'occasion de ce référendum en viennent à une remise en cause générale de

conditions de travail, la lutte contre la mondialisation ou les politiques sécuritaires, ils se retrouvent condamnés par l'injustice bourgeoise.

Démocratie directe

Loin de la promouvoir la vraie démocratie, la classe dirigeante la réprime sans merci. Nombreux sont ceux qui en ont fait les frais lorsque, mobilisés pour reprendre leurs affaires en main, en lutte dans leurs quartiers ou leurs entreprises autour des véritables enjeux que sont les

conditions de travail, la lutte contre la mondialisation ou les politiques sécuritaires, ils se retrouvent condamnés par l'injustice bourgeoise.

Loin des urnes, c'est en agissant directement dans les luttes sociales et en construisant des projets alternatifs que peut naître la démocratie.

Loin de la délégation de pouvoir, c'est l'autogestion appliquée à tous les domaines de la vie économique et sociale qui sera le garant de notre participation aux décisions politiques.

Jean - groupe Kronstadt
(Lyon)



de donner des consignes de vote. En fin de compte être « pour » ou « contre » semble hors de propos.

Les nouveaux abstentionnistes

Du coup lorsque ce qui devait être un plébiscite du système républicain tourne au fiasco, les rats quittent le navire et c'est ainsi que le PCF, LO et la LCR qui habituellement ne renâclent pas à briguer des places aux différentes élections prônent aujourd'hui l'abstention active. Ils défendent une position traditionnellement tenue par les libertaires, cela ne leur coûte rien! mais ils rejoindront bien vite le droit chemin électoraliste dès qu'il y aura des parts de gâteau à prendre. Et quand Arlette

l'électorisme et de l'illusion démocratique qu'il véhicule.

Démocratie virtuelle

En effet, les élections restent un moyen de nous faire nous soucier du sort des dirigeants plus que de notre propre sort. Les juristes parlent des conséquences du quinquennat sur un équilibre des pouvoirs dont nous sommes de toutes façons exclus. Dans ce système la démocratie est un mirage entretenu pour maintenir la soumission du plus grand nombre et éviter toute remise en cause réelle de la logique de profits. Alors que toutes les décisions importantes sont prises dans notre dos par des chefs de multinationales et des gouvernants sans scrupules, la démocra-

EDITORIAL

Il paraît qu'aujourd'hui, la croissance économique est au beau fixe et que tout le monde en profite. Il paraît qu'aujourd'hui, la gauche, grâce à Martine Aubry, a promulgué assez de « lois sociales » pour que nous ayons tous accès au logement, à la santé et au marché du travail. Il paraît que ceux qui ne trouvent pas de travail sont des paresseux qui préfèrent vivre de l'assistanat.

Pourtant, il y a toujours des pauvres et des riches, des bourgeois et des prolétaires. Il y a ceux qui ont les moyens de s'offrir ce dont ils ont besoin, et ceux qui bataillent. L'égalité des chances n'existe que pour ceux qui partent avec une grosse chance sur leur compte en banque dès le départ. Les fils d'ouvrier-e-s et d'employé-e-s finissent rarement cadre ou médecin, et l'enfant de patron aura beau raté ses études, il ne finira pas en CES ou en emploi-jeune.

Toutes les mesures d'une gauche gouvernementale élevée dans la soie ne peuvent rien y changer. Tant qu'on ne s'attaque qu'aux conséquences d'un système économique producteur de misère, aucun véritable changement n'est envisageable. Vouloir nous faire croire le contraire, c'est se foutre de nous. Et même les rapports officiels le confirment...

Un rapport de l'INSERM (Institut national de la santé et de la recherche médicale) paru en septembre 2000 montre qu'aujourd'hui encore les cadres et les professions libérales sont mieux soignés que les ouvriers et gens de service: Ils vivent plus longtemps, ont moins de cancers, moins de caries, moins d'accidents de la route... Et ce n'est pas la Couverture médicale universelle qui pourra y changer quelque chose: quand on se tue au travail, c'est le travail qu'il faut remettre en question, pas la visite médicale.

Il en va de même pour le travail des jeunes: ce sont les diplômé-e-s des grandes écoles et les universitaires à bac + 5 qui profitent d'emplois en CDI dès la fin de leur cursus. Or, au prix des études, on sait bien qu'ils ne sont pas enfants d'employé-e-s ou d'ouvrier-e-s. Pour ceux qui sont peu ou pas qualifiés, la gauche à mis en place le programme TRACE (Traçabilité d'accès à l'emploi). À la fin 1999, la moitié des inscrits sont encore en recherche d'emploi. Ceux qui ont trouvé (29%) sont surtout employés en CES ou en emploi-jeune.

Alors, quand aujourd'hui on nous parle de la possibilité de chacun de créer son emploi et de bénéficier de la super croissance, il faut bien voir que ce chacun ne nous concerne pas tous. Il s'adresse aux plus favorisés qui disposent déjà d'un capital économique et relationnel dès le départ. Ceux-là peuvent créer leur propre entreprise pour devenir un patron des temps modernes, exploitant autant que ceux qui les ont précédés. Pour les autres, ils peuvent toujours se réjouir que chacun ne paie plus la vignette auto, et que chacun paie l'essence plus chère. Dommage que chacun n'ait pas la même voiture ni le même budget...

ISSN 0026-9433 - N° 1213

M 2137 - 1213 - 10,00 F



F°P.2520

Nous ne sommes pas à vendre Mondialisons nos révoltes et alternatives!

AL'INSTIGATION DES TANNERIES (SQAT DE DIJON), UNE caravane anticapitaliste sillonne les routes de France pour préparer la mobilisation contre le 55^e sommet du FMI et de la banque mondiale à Prague. E-mail, manifs, confs, tournée des squats, précaires, Rmistes, alternatifs de toute sorte: les laissés pour compte de la mondialisation du capital s'organisent en dehors des sentiers battus. Foix, Fumel les ont accueillis. À cette marchandisation des vies, la caravane propose des résistances actives par l'action directe non-violente, responsable d'utilité publique et vitale! Des mots, de simples slogans ou une reprise en main de nos militances, de nos activités, de nos volontés de rompre avec un monde, un système fondé uniquement sur l'exploitation des êtres humains?

Et les anars dans tout cela, qu'en pensent-ils? Que font-ils? Où vont-ils? Ils suivent... la caravane ou supportent la répression policière ou juridique notamment à Prague. Ils sont démunis! Démunis parce qu'à la fois, s'ils sont organisés, ils sont vécus comme étrangers au mouvement social qui assimile politique à centralisme démocratique ou intérêt partidair. Démunis parce qu'ils sont eux aussi à titre collectif et individuel acteurs et auteurs d'initiatives sociales. Démunis parce qu'ils ont au cœur et dans leurs pratiques un fonctionnement social plus égalitaire et multiforme. Démunis parce qu'ils s'ancrent dans le réel par-delà le réactif des pratiques innovantes. Prague, Biarritz, Nice sont des rendez-vous importants! Mais si le local peut devenir un espace créateur non marchand, on ne construit des alternatives durables que dans le lien, le transver-

sal et le fédéral. Suivons donc cette caravane, participons à l'ensemble des initiatives populaires qui résistent au libéralisme mais cassons avec cette idée que la sphère politique n'appartiendrait qu'aux marchands et à leurs chiens de garde. N'opposons pas initiatives locales et coordinations internationales: fédérons à la fois nos accords et points de rupture. Lions les résistances à des propositions sociales capables non seulement d'humaniser le CAC40 mais de le remplacer. On essaye ici, à Prague, partout où le pauvre ne l'est que dans l'opulence du riche, partout où il n'y aura plus d'orphelins sociaux parce que des espaces solidaires remplaceront le vide de la marchandisation de nos vies.

Thyde Rosell

Casser le CAC 40 et non l'humaniser

L'ORGANISATION MONDIALE du commerce est une institution intergouvernementale créée en 1995, et qui a pris la relève de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT). Comportant plus de 130 États membres, mais encore la Russie et la Chine. Elle a pour unique objectif de supprimer toutes les entraves au commerce mondial.

Son postulat est que plus il y aura de commerce, et plus il y aura de croissance et de richesse pour tous. En fait, l'histoire économique démontre exactement

le contraire: le libre-échange profite essentiellement aux forts, et il ruine les faibles, comme l'atteste la situation de nombreux pays d'Afrique et d'Amérique latine qui avaient cru à cette chimère idéologique, ou se l'étaient fait imposer.

Environ 20 000 banquiers, économistes et investisseurs du monde entier seront à Prague du 26 au 28 septembre 2000 pour participer à la 55^e réunion annuelle de la Banque mondiale (BM) et au conseil des gouverneurs du Fonds monétaire international (FMI). Cet événement prestigieux de l'élite écono-

mique mondiale, le premier en Europe centrale ou orientale, revêt une importance spéciale.

Près d'un milliard de couronnes gaspillé

Les délégués se réuniront pour proposer un schéma de libéralisation totale de l'économie mondiale, qu'ils présentent comme le seul instrument pour résoudre les problèmes du monde. Nous ne sommes pas d'accord. Au contraire, nous considérons la mondialisation ainsi que les politiques de la BM et du FMI comme une cause majeure de problèmes actuels du monde et pas comme une chance pour la majeure partie de l'humanité qui vit dans la misère ou comme une opportunité pour réduire la crise environnementale mondiale. Ce sommet est un challenge pour ceux qui sont concernés par la destinée du monde actuel sur lequel le FMI et la BM ont exercé une influence néfaste depuis plus de 50 ans. À ce propos, nous vous rappelons que ce sommet va coûter plus de 935 millions de couronnes de deniers publics qui manquent désespérément pour les programmes sociaux, la santé publique, l'éducation, la protection environnementale, etc. Ces deux institutions jouent un rôle crucial dans le processus de mondialisation, qui implique une diminution de l'influence de l'État sur la circulation du capital transnational. Avec leurs politiques, le FMI ainsi que la BM et ses groupes ouvrent l'économie des pays en voie de développement (dans lesquels ils rangent, au vu de son PNB, la République tchèque) aux investisseurs étrangers et à leurs intérêts spéculatifs. Le FMI et la BM affirment ouvertement qu'ils ne sont guidés que par des critères économiques et soutiennent ainsi délibérément des régimes autoritaires ou dictatoriaux. Il ne faut pas s'étonner que ces institutions ne soient pas démocratiques — le droit de

décision de chaque membre dépend du montant investit selon le principe « plus de dollars, plus de votes ». Avec le cadre de ce qu'ils appellent les « Programmes d'ajustement structurel », le FMI et la BM déterminent les conditions strictes pour fournir des crédits aux pays en voie de développement, qui incluent la dérégulation, la libéralisation et la privatisation.

Régression sociale

Ces mesures renforcent la position du capital transnational mais aggrave la situation de la majeure partie de la population du monde en développe-

utilise l'absence de régulations sociales et environnementales, prend le contrôle des marchés et détruit parfois des filières industrielles entières. Les recommandations du FMI et de la BM ne conduisent donc pas à la croissance économique promise. La seule chose qu'elles laissent derrière elle est une dette énorme, et pour éviter qu'elle n'augmente les pays concernés doivent payer des sommes considérables en intérêts. Les arguments défendant l'influx des investissements étrangers sont aussi hypocrites que peu convaincants. Aujourd'hui, environ 40 000 membres de l'oligarchie financière mondiale contrôlent 80 % du commerce mondial. Les avoirs des 200 personnes les plus riches sont supérieurs au revenu total de 41 % de la population mondiale. Plus de 250 millions d'enfants doivent travailler dans des conditions inhumaines pour survivre difficilement. Environ 17 millions d'enfants meurent chaque année de maladies facilement curables.

Trouver une alternative

La condition désespérée du monde actuel n'est pas naturelle, c'est plutôt la conséquence logique du système dans lequel l'augmentation des profits des plus riches est la seule valeur respectée. Nous ne pensons pas que nous pouvons opposer ce développement uniquement au travers du lobbying dans des institutions telles que le FMI et la BM.

Nous comptons plutôt sur des mouvements de base, composés de différents groupes tels que des syndicats, des chômeurs, des petits paysans ou des paysans sans terre, des initiatives écologiques, des organisations politiques radicales, etc. Trouver une alternative au modèle social actuel est à nos yeux une nécessité urgente.

Cependant nous ne pensons pas que la mondialisation peut être contrée par la politique protectionniste de l'État national qui a déjà montré comment il se plie volontiers aux entreprises transnationales.

Nous pensons que l'alternative est une société qui n'est pas basée sur le profit de quelques-uns mais sur les besoins réels de tous, sur la base de la solidarité, de l'assistance mutuelle et du développement durable.

Cerise

Autorisation de prélèvements
 80 F par trimestre abonnement normal
 100 F par trimestre abonnement de soutien

N° NATIONAL D'EMETTEUR
 N° 42 25 73

ORGANISME CREANCIER
PUBLICO - LE MONDE LIBERTAIRE
 145, rue Amelot 75011 Paris

TITULAIRE DU COMPTE A DEBITER (lettres capitales)
 NOM _____ Prénom _____
 N° _____ Rue _____
 Code postal _____ Localité _____

NOM ET ADRESSE DE L'ETABLISSEMENT DU COMPTE A DEBITER
 (votre banque, ccp ou Caisse d'épargne)

Date _____
 Signature obligatoire _____

IMPORTANT : merci de joindre un relevé d'identité bancaire ou postal à votre autorisation. Il y en a un dans votre chéquier.

DESIGNATION DU COMPTE A DEBITER
 Etabli. Codes Guichet N° de compte CIB

lemonde
libertaire

Rédaction-Administration : 145, rue Amelot
 75011 Paris. Tél. : 01 48 05 34 08
 Fax : 01 49 29 98 59

Bulletin d'abonnement

Tarif (hors série inclus)	France (+ DOM-TOM)	Sous pli fermé (France)	Etranger
1 mois 5 n°	<input type="checkbox"/> 45 F	<input type="checkbox"/> 70 F	<input type="checkbox"/> 60 F
3 mois 13 n°	<input type="checkbox"/> 105 F	<input type="checkbox"/> 170 F	<input type="checkbox"/> 140 F
6 mois 25 n°	<input type="checkbox"/> 195 F	<input type="checkbox"/> 310 F	<input type="checkbox"/> 250 F
1 an 45 n°	<input type="checkbox"/> 350 F	<input type="checkbox"/> 530 F	<input type="checkbox"/> 400 F

Abonnement de soutien: 400 F. Abonnement étranger sous pli fermé: tarif sur demande. Pour les détenus et les chômeurs, 50% de réduction sur les abonnements de 3 mois et plus en France métropolitaine (sous bande uniquement).

(lettres capitales)
 Nom _____ Prénom _____
 Adresse _____
 Code postal _____ Ville _____
 Pays _____ A partir du n° _____ (inclus).
 Chèque postal Chèque bancaire
 Virement postal (compte : CCP Paris 1128915 M)

Règlement à l'ordre de Publico à joindre au bulletin.
 Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande de routage.



ment. La suppression des régulations sociales et environnementales (qui pourraient décourager les investisseurs) et les coupes dans les dépenses publiques entraînent l'inaccessibilité aux soins et à l'éducation, une augmentation nette du coût de la vie, une diminution du travail, le chômage, et une remise en cause des droits syndicaux. L'impact sur l'agriculture est particulièrement dramatique: les pays sont obligés de remplacer les productions locales d'autosubsistance par des monocultures d'exportation, ce qui entraîne des pénuries, voire même, dans certains pays, la famine. L'impact des activités de la BM et du FMI sur l'environnement est aussi tragique — les projets mégalomaniaques de la BM aboutissent à la destruction des écosystèmes locaux, ainsi qu'au déplacement forcé de millions de personnes. L'objectif principal de ces programmes est de permettre l'entrée du capital spéculatif étranger qui ne contribue en rien à la création de richesse. Il

Rédaction-Administration :
 145, rue Amelot, 75011 Paris
 Directeur de publication : J. Toublet
 Commission paritaire n°55 635
 Imprimerie : Groupe de presse MEAULLE (Bernay).
 Dépôt légal 44 145 - 1^{er} trimestre 1977
 Routage 205 - La Vigie
 Diffusion N.M.P.P.

JO
 N'ESS
 l'impac
 dopage
 français
 pour que la phras
 prononcée en fr
 anglais. Le fondat
 olympique (Coub
 même français!
 coûtent aux contr
 entier des milliard
 prises parient sur
 fices, le gouvern
 met tout en œuvre
 silence, pour cach
 tion sociale ou ab
 Tout se passe do
 dans le « meilleu
 Alors quitte à pa
 Jeux olympiques
 sources: citons les

Le sport est...

de la
 Commençons a
 Coubertin, cet ar
 dès la fin du siècle
 mump pour relancer
 « Le sport produ
 ouverte avec des
 chiques proches d
 dans Education ph
 intrinsèque du spor
 « Il y a deux races
 des hommes au r
 muscles forts, à la
 et celles des malad
 gnée et humble, a
 bien, dans les collè
 le monde: les faible
 bénéfice de cette
 appréciable qu'au
 Coubertin est loir
 penser que le spo
 véritable école de

Non du...

En condamnan
 réunion et menace
 tions du procureur
 neuf avec sursis. L
 est de nature à lui
 ment social, la péri
 sont des réponses
 qui se contente de
 Qu'on la juge se
 une simple logique
 capital, ou à la pro
 donc chercher à d
 action syndicale co
 sociétal. Hier com
 des actions collecti
 tifs défendant les d
 sant avec des réfugi
 chiste francophon
 paysanne ayant fai
 demande leur élarg
 Il faut encore rap
 où le débat et l'acti
 la menace constan
 Confédération pays
 duit en justice le 2
 Pierre-Flotte) pour
 incinérateur d'ord
 appelons donc les p
 paysans à généralis
 caux, politiques...)
 la liberté d'express
 l'injuste pour mie

JO, l'overdose de compétitions

ON ESSAIE DE RÉDUIRE l'impact médiatique du dopage. La diplomatie française fait pression pour que la phrase d'ouverture soit prononcée en français et non en anglais. Le fondateur du renouveau olympique (Coubertin) est tout de même français ! Alors que les JO coûtent aux contribuables du monde entier des milliards et que les entreprises parient sur de juteux bénéfices, le gouvernement australien met tout en œuvre pour réduire au silence, pour cacher toute contestation sociale ou aborigène... Tout se passe donc normalement dans le « meilleur des mondes ». Alors quitte à parler de sport, de Jeux olympiques, revenons aux sources : citons les pro-sportifs...

Le sport est une morale de la vie !

Commençons avant tout par Coubertin, cet aristocrate qui fit, dès la fin du siècle dernier, le maximum pour relancer les JO.

« Le sport produit une élite plus ouverte avec des valeurs hiérarchiques proches de l'aristocratie » dans *Éducation physique*. L'élitisme intrinsèque du sport, on le retrouve : « Il y a deux races distinctes : celle des hommes au regard franc, aux muscles forts, à la démarche assurée et celles des maladifs, à la mine résignée et humble, à l'air vaincu. Hé bien, dans les collèges comme dans le monde : les faibles sont écartés, le bénéfice de cette éducation n'est appréciable qu'aux forts. » Mais Coubertin est loin d'être le seul à penser que le sport est une (la ?) véritable école de la morale : « Le

sport, par la discipline qu'il impose, découvre la nécessité de la règle, les bienfaits de l'effort gratuit et organisé. Par la vie en équipe qu'il impose souvent, il donne le respect de la hiérarchie loyalement établie, le sens de l'égalité, celui de la solidarité et de l'interdépendance. Il est incontestablement un excellent apprentissage des relations humaines, une remarquable école de sociabilité. » Haut comité des sports, 1965. École de la citoyenneté, des partisans du « Sport pour tous », de l'éducation populaire trouvent peut-être leurs arguments chez un certain Mao : « La science de l'éducation physique trouve son complément dans l'enseignement de la vertu et de la sagesse... » Et pour installer cette morale, l'imposer il convient de prendre tous les moyens : « Lorsqu'une nation est en forme, cela se traduit dans tous les domaines, y compris celui du sport. Cela doit se compléter par une généralisation du sport à l'école. Ce qui est vrai de l'école l'est de la caserne. Tout cela, je le sais et nous nous en occupons. » Georges Pompidou.

Le sport élément constitutif du patriotisme

On peut déjà commencer par Maurras lui-même : « Cet internationalisme-là, ne tuera pas les patries mais les fortifiera » (*Manière de voir* n°30). Les sportifs eux-mêmes y vont parfois de leur verve : « Je suis un officier de réserve, fier de servir mon pays depuis 20 ans. » Milla (Cameroun, 14 juin 1990). Le sport renforce le nationalisme, donne la « confiance » nécessaire à la nation.

« Un succès sportif peut servir la nation autant qu'une victoire militaire ». Gerald Ford, président des États-Unis. Et d'après la FIFA, non seulement le sport peut véhiculer des valeurs patriotiques, mais il peut aussi avoir un rôle plus actif dans la constitution de l'idéologie nationaliste : « Les nouvelles fédérations de

1986. Et le libéralisme, la libre compétition sans aucune entraide, c'est la guerre ! « Le football est la continuation de la guerre par d'autres moyens. » *Times*, Euro 96. Les joueurs deviennent des guerriers (extrait de *Manière de voir* n°39). « Frappe avant d'être frappé, mais frappe discrètement. » (Boli) « Je

Bordeaux des enclaves, Tous ensemble pour la victoire il faut chanter. » (Bulletin n°5, Collectif Malgré tout).

Un sport « démocratique » peut-il exister ?

Malgré toutes ces citations (quelques extraits parmi de nombreux) qui démontrent qu'il existe plus qu'une connivence entre le sport et l'idéologie libérale, certains courants politiques s'évertuent à penser que le sport spectacle n'est que le résultat d'une perversion capitaliste. Même dans le milieu libertaire, parfois on s'exalte devant la victoire de Calais ou on défend un football alternatif avec un accès gratuit au stade ! C'est d'ailleurs quasiment le type de position officiel au PCF : « Le capitalisme a comme tel profondément corrompu l'activité sportive jusqu'au point où elle ne diffère plus d'une quelconque activité marchande... Mais si l'influence du capitalisme sur le sport est manifeste, cela ne signifie pas nécessairement que le sport dans son essence même est un simple élément du processus de production capitaliste, un mode de relation spécifique à ce régime. » (Meynaud, proche du PCF, cité dans *Sociologie politique du sport*, Jean-Marie Brohm). Cette affirmation nie la construction historique du sport. Cette vision se copie sur les théories tran-historiques de l'État ou de la religion défendues par les marxistes. Non, le sport n'a pas toujours existé. Et ne confondons pas jeux physiques et sport ! Car c'est bien pour des raisons idéologiques que l'État et le patronat se sont emparés du jeu pour le transformer en sport, c'est-à-dire des fédérations qui s'évertuent à imposer, à renforcer la compétition, la nécessité d'un vainqueur, la hiérarchisation...

Notre critique du sport se doit donc d'être fondamentale. Et à nous d'essayer de la faire sortir de la sphère militante et intellectuelle... Régis. - groupe FA de Nantes

LES JO C'EST PARTI

ATTENDEZ ! J'SUIS PAS PRÊT



football ne sont pas simplement nées de la fragmentation nationale, mais le foot a joué un rôle déterminant dans l'avènement et la communication des idées nationalistes. » (*Charlie Hebdo*, mai 1998).

Ce qui caractérise tout nationalisme, c'est sa négation des classes sociales, des formes de dominations qui peuvent exister au sein de « la nation ». « Que la jeunesse bourgeoise et la jeunesse prolétarienne s'abreuvent à la même source de joies musculaires, voilà l'essentiel, qu'elles s'y rencontrent ce n'est que l'accessoire. De cette source découlera, pour l'un comme pour l'autre, la bonne humeur sociale, seul état d'âme qui puisse autoriser pour l'avenir l'espoir de collaboration efficace. » Coubertin, *Éducation Physique*.

Le sport spectacle, opium du peuple

« L'opium du peuple désormais à la portée de tous installé dans chaque foyer, va se rendre indispensable puis s'enfler et provoquer une accoutumance contre laquelle plus personne ne peut lutter aujourd'hui. » *L'Équipe*, 1986. « À part le football, pour les jeunes sans distraction, il n'y a rien à faire. Le sport sert d'exutoire aux frustrations, aux tensions provoquées par le dénuement. À ce titre c'est un phénomène positif. » Archevêque Spéard, (*Le Point*, mai 1986).

Le capitalisme a créé et développé le sport spectacle car il véhicule les valeurs du libéralisme.

« Notre monde égalitaire n'aime pas la philosophie même du sport. Le sport c'est l'émulation, c'est le classement, c'est la hiérarchie du résultat, c'est la volonté de vaincre. » Le Pen, *L'Équipe* 15 février

joue pour de l'argent et pour gagner des points. L'adversaire veut m'arracher l'argent et les points. Je dois donc le combattre par tous les moyens. » (Steigner, de Cologne). Pour que la guerre soit à son comble, il faut à la fois de bons guerriers (dopage) et un public convaincu. Le stade, après les frustrations de la semaine, est devenu un des lieux les plus propices à toutes les formes de manipulations violentes et fascistes : « Nous sommes l'armée des marseillais, Rien ne pourra nous arrêter, Et Toulon c'est des pédés, Et

Non à la criminalisation du mouvement social

En condamnant José Bové à trois mois ferme pour « destruction en réunion et menace », le Tribunal correctionnel de Millau a dépassé les réquisitions du procureur de la République qui n'avait réclamé que dix mois dont neuf avec sursis. La justice, à travers François Mallet estime que « cette peine est de nature à lui faire enfin entendre raison ». La criminalisation du mouvement social, la pénalisation d'actes de résistance à la mondialisation libérale sont des réponses coutumières d'un appareil judiciaire au service d'un État qui se contente de défendre l'ordre établi.

Qu'on la juge scandaleuse ou disproportionnée, cette condamnation révèle une simple logique de classe : on ne touche pas — même symboliquement — au capital, ou à la propriété ! Le président du Tribunal correctionnel de Millau a donc cherché à diviser l'ensemble des prévenus afin de transformer une action syndicale collective en une addition d'exactions touchant au consensus social. Hier comme aujourd'hui, l'appareil juridique cherche à empêcher des actions collectives en condamnant des syndicalistes, des militants associatifs défendant les droits fondamentaux au logement, au travail ou se solidarisant avec des réfugiés ou des sans-papiers. C'est pourquoi la Fédération anarchiste francophone se solidarise avec les syndicalistes de la Confédération paysanne ayant fait appel au procès du Tribunal correctionnel de Millau et demande leur élargissement pur et simple.

Il faut encore rappeler que la lente construction d'une démocratie blindée, où le débat et l'action politiques sont remplacés par le silence des prétoires et la menace constante de la prison, ne touche pas que les syndicalistes de la Confédération paysanne. Ainsi, l'un de nos militants, Robert Latapy, est traduit en justice le 21 septembre à 14 heures au TGI de Montpellier (place Pierre-Flotte) pour avoir pratiqué un jeu de mots dénonçant la pollution d'un incinérateur d'ordures ménagères sur les berges de l'étang de Thau ! Nous appelons donc les personnes heurtées par la répression contre les syndicalistes paysans à généraliser leur soutien à ceux et celles (militants sociaux, syndicaux, politiques...) qui, comme Robert Latapy, placent les droits humains et la liberté d'expression politique au-dessus de certaines lois qui protègent l'injustice pour mieux la pérenniser.

Fédération anarchiste

Faits d'hiver Abstention piège à con !

Contrairement à ce qui se dit ici ou là, les anarchistes sont non seulement des farouches défenseurs du droit de vote (comment d'ailleurs pourrait-il en être autrement à moins d'oser l'insanité totalitaire?), mais ils sont, de plus, des partisans fervents du principe même du vote (comment là encore pourrait-il en être autrement pour savoir qui pense quoi et au nom — et au nombre — de qui une décision peut être prise?).

Tellement, qu'ils ne cessent d'expliquer que ce droit doit être étendu au plus grand nombre (pour l'heure, les enfants et les adolescents en sont exclus) et qu'il doit s'exercer de la manière la plus démocratique qui soit (possibilité pour les citoyens, à partir d'un certain nombre de signatures, d'initier une consultation électorale ; ouverture d'un débat axé sur la recherche d'un consensus avant toute confrontation électorale ; majorité, au moins des deux tiers, pour toute décision d'importance, reconnaissance du droit à l'objection de conscience, sur les problèmes d'importance, pour les minorités ; impossibilité de cumuler plusieurs mandats ; possibilité de révoquer à tout moment un mandat qui perdrait la confiance de ses mandataires)...

Dans ces conditions, c'est peu dire que les deux tiers d'abstentions qui nous sont annoncés à quelques jours du référendum sur le quinquennat nous réchaufferaient le cœur s'ils s'inscrivaient dans une volonté de « voter mieux, plus démocratiquement, plus égalitairement, plus socialement... » (et de changer les choses et la vie pour que...) et que les discours, carrément crapuleux, des petits bourgeois stalinien du PCF et de Lutte ouvrière, qui appelle aujourd'hui à refuser une mascarade à laquelle ils se prêtent régulièrement au niveau des élections législatives, régionales, présidentielles... n'est pas loin de nous faire nous écrier « abstention, piège à... »

Jean-Marc Raynaud

Erika, les dessous d'un nettoyage incontrôlé

PRÉPAREZ-VOUS, CELA risque de chauffer » reconnaissait Desmarest la veille de l'annonce des résultats financiers de Total (résultats d'un montant supérieur aux mesures fiscales de Fabius). À travers ce propos, le patronat ne pense pas à une quelconque mobilisation populaire mais craint le choc éthique que pourrait provoquer cette annonce. Choc comparable à la mini-tempête créée par Edouard Michelin lorsqu'il avait annoncé en même temps des résultats florissants et un vaste plan de suppression d'emplois. Le gouvernement de la gauche plurielle, en prévision de cette vague, a annoncé quelques mesures symboliques (ponction sur les bénéfices...), qui finalement ne changeront aucunement la donne. Et pendant ce temps les opérations estivales se sont poursuivies avec la même logique de profit. Comme le concluait le journal mural de l'URB (Union régionale Bretagne) de la F.A., collé cet été sur la côte bretonne: « Le pétrole est à l'océan ce que le capitalisme est à nos vies, dictionnaire du XXI^e siècle. » Et effectivement sur plusieurs points, cet été n'a pas dérogé à cette règle. Dans le *Monde libertaire* hors série de juillet, un article sur la question de l'ouverture des plages concluait: « Principe de précaution, enjeux économiques qui va gagner? Match à faible suspens, résultat définitif en septembre ». Et le résultat ne s'est pas fait attendre. Sous la pression du secteur économique du tourisme (qui, à malgré tout sur la côte ouest

perdu des parts de marché) plus de 90% des plages ont ouvertes.

Des analyses claires comme du fuel

La France ne souhaite pas freiner le dégazage en mer! « Tous les États de l'Union européenne se proclament en faveur de la réduction de la pollution maritime. Mais rien ne va plus lorsque les députés européens leur demandent de taxer les navires qui dégazent, chaque pays se montrant soucieux de protéger les intérêts de ses ports... » (*Le Monde* 12 septembre 2000) Le rapporteur du projet européen Théodoros Bouwman affirme que la France freinait devant un tel projet à cause de la concurrence des ports de l'Europe du nord. Il existe toujours une grande interrogation sur la nature exacte du fioul de l'Erika. Bien évidemment, le pompage de l'épave a confirmé l'absence de chlorure de Benzalkonium. Pour arriver à de telles conclusions, Total n'a choisi que des laboratoires institutionnels dépendant de l'État ou des compagnies pétrolières (IFP, CERT). Le dossier est d'autant plus explosif que dès le mois de janvier 2000, le laboratoire indépendant Analytika contredisait ces résultats: le bateau transportait du fioul auquel avait été ajouté pour le fluidifier un additif chloré très toxique. Au-delà de l'aspect technique et écologique de cette polémique, l'enjeu est financier. Si la cargaison était constituée de produits industriels dangereux, le transport de Total serait illégal car sans autorisation spéciale. Dans le cas

d'un transport « loyal et marchand », Total devient intouchable, dans le cas contraire les amendes peuvent être importantes. C'est pour cela que l'ensemble des collectifs marées noires réclament des contre-expertises indépendantes. De même les collectifs dénoncent le manque de transparence autour du pompage de l'Erika: « Ce que nous redoutons, c'est que Total détruise une pièce à conviction révélant le caractère frauduleux de la cargaison de l'Erika. » déclarait le 17 août dernier le collectif marées noires de Saint-Nazaire. Loïc Lemoël, expert judiciaire maritime déclarait le 4 septembre 2000 dans *Ouest France*: « Il n'y a jamais eu un expert indépendant sur les bâtiments pratiquant le pompage (d'ailleurs tous sous pavillon de complaisance). TotalFina a mis le paquet certes, mais en s'assurant le monopole de l'information. C'est comme si la justice avait fermé ses portes! » Depuis le début de la catastrophe, Total s'est protégé contre toute attaque judiciaire qui pourrait lui coûter cher: contrat avec aucune clause de réussite pour le pompage de l'épave, pression sur les institutions politiques (mairie, conseil général...) pour arrêter toute poursuite et chantage à l'aide financière....

Carte blanche pour marée noire!

La question des déchets est loin d'être résolue! Et encore ne parlons pas de l'épave qui représente un risque écologique. Le 8 juillet dernier, lors d'une conférence de

presse l'association Robin des Bois déclarait: « Il restera collé aux parois, plusieurs centaines ou milliers de tonnes de déchets qui menaceront l'environnement pour des années... Par ailleurs, les épaves sont un danger pour la pêche, dans cette zone où elle est très pratiquée. Tous les ans des pêcheurs meurent à la suite de croches... » Mais la question, peut-être la plus inquiétante, reste certainement celle des déchets raménés sur terre; alors que les déchets de l'Amoco Cadiz ne sont pas encore complètement traités, avec des stocks dits oubliés,

l'Erika aura produit pas loin de 200 000 tonnes de déchets. À l'heure actuelle aucun plan et financement pour leur destruction n'est prévu. Un coût qui explique que l'on ait toutes les chances de trouver des traces de déchets non traités dans 20 ans autour de Donges et de Frossay (les 2 principaux sites de stockage dans le 44). Finalement depuis la première marée noire, rien ne change. Et on peut très certainement se donner rendez-vous dans 10 ou 20 ans...

Théo Simon. - groupe FA de Nantes

Incinérateur de Frontignan-Sète Non à la dioxine, non à la répression

B RASSENS, DONT UNE chanson sert d'accueil téléphonique à la mairie de Sète, serait sans doute sans voix (pour les prochains municipales) face aux pratiques du maire de sa ville natale. Une campagne d'Initiatives Citoyennes contre l'Incinération et pour le recyclage des ordures ménagères, ciblée sur les ostréiculteurs (voir ML n° 1210), montrait l'usine et une huître en piteux état, avec pour texte, « Mangez des huîtres, bouziguez votre santé, grâce à l'incinérateur de Frontignan-Sète teneur garantie en dioxines et métaux lourds ». Liberti, maire de Sète et président du syndicat de communes gérant l'incinérateur, a porté plainte pour diffamation publique, mettant ainsi les producteurs en péril (analyse toxiques en cours).

Pas besoin d'être liberti pour savoir ce qui m'est permis...

Pourtant le Parti communiste, dont il est membre, s'empresse de soutenir les militants de la Confédération paysanne ou les employés de la mairie d'Alès (il est vrai que le maire est

un affreux... de droite). Mais, larbins comme les autres des multinationales (Lyonnaise des eaux, Vivendi, Bouygues) qui veulent implanter partout des incinérateurs pour le traitement des déchets ménagers, quand eux-mêmes se sentent coincés par leurs opposants, ils n'hésitent pas à employer la répression judiciaire pour les faire taire. Faisons en sorte que ce soit le contraire et que ce procès serve à amplifier la résistance aux diktats économiques, politiques et étatiques.

Quand les Verts s'em mêlent

Dans cette affaire juteuse (mais attention, si les huîtres ont 80 % d'eau, il y a un bon taux de toxiques dans les 20 % restants) la gauche plurielle prend l'eau de tous côtés. L'élue verte de Sète, dans un courrier fumeux, se positionne contre l'incinération d'ordures ménagères tout en défendant son usine à dioxines (que l'ancienne majorité de droite à mise en route) parce qu'elle a coûté très cher. Dans le même temps, bon nombre de Verts de l'Hérault se préparent à manifester

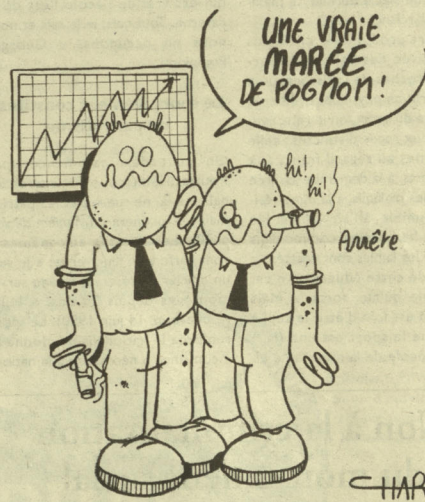
devant le tribunal correctionnel de Montpellier (place Pierre Flotte) pour soutenir le porte-parole de l'association ICI-ROM qui sera jugé le jeudi 21 septembre à 14 heures.

Convergence d'intérêts

Défenseurs de l'environnement lutant contre les pollutions, producteurs conscients que leur avenir tient à la qualité de leurs produits, consommateurs avertis, habitants qui trient et veulent un vrai recyclage des déchets, militants qui ne veulent plus engraisser les grands groupes financiers... devraient se retrouver à l'occasion de ce procès. Et gare à la revanche, quand tous s'y mettrons. Simple citoyen face à l'(in)justice, le porte-parole d'ICI-ROM n'a pas voulu prendre d'avocat. Durant l'instruction, sans justification légale, la copie du dossier lui a été refusée. Depuis, c'est le manque de personnel pour faire des photocopies (?) qui fait qu'il n'a toujours pas (le 13 septembre), les pleins moyens d'organiser sa défense.

Bob. - groupe du Gard

TOTAL-FINA AFFICHE UN BILAN POSITIF



dans la toile

Après la levée des « sanctions » contre l'Autriche, j'attire votre attention sur le site de Maudite Autriche (<http://www.raw.at/index2.htm>) qui présente dans de nombreuses langues un bulletin antifa suivi. Si vous voulez être tenu informé de l'actualité des squats berlinois, Squatt.net existe aussi en français (<http://squatt.net/fr/index.html>), vous trouverez par ailleurs sur ce site une page de liens assez bien balancée. Du 26 au 28 septembre le FMI et la Banque Mondiale tiennent leur 55^e congrès annuel à Prague. Une mobilisation est en train de se mettre en place. Le 26 septembre, des personnes du monde entier vont exprimer leur opposition au FMI, à la Banque Mondiale et leurs politiques. Des hommes et femmes de partout vont être solidaires de ces manifestants à Prague. Pour en savoir plus, allez faire un tour sur le site de S26 (http://www.x21.org/s26/calls/s26_french.htm). Vous trouverez un annuaire des sites web anarchistes dans le monde sur le portail Anarweb (<http://www.anarweb.freesurf.fr/>). Ça y est le livre d'Alain Surgé *Chansons anarchistes dans leur contexte social - Histoire de geules cassées* est en ligne (<http://mageos.iffance.com/livre1/site/>). Créée il y a plus de trois ans sur Radio Air Libre à Bruxelles, l'émission « Protesta » s'est donnée pour objectif d'informer sur les luttes et les événements politiques locaux ou internationaux et sur la culture (principalement musicale) alternative. Maintenant, ils ont un site (<http://www.multimania.com/protesta/>). Ce fut bref mais il y a là de quoi lire et inter-agir des heures durant. À bientôt dans la toile.

Blue Eyed Keyboard
alain@mintelorama.com

Vite fait...

■ **Capitalisme = mort.** D'après la FAO (organisation des nations unies pour l'alimentation et l'agriculture), 25% de la population mondiale survit aujourd'hui avec moins d'un dollar par jour ; plus de 800 millions de personnes crèvent carrément de faim. D'après ce même organisme, la production agricole mondiale est pourtant largement suffisante pour nourrir l'ensemble de la planète...

■ Le procureur avait demandé un mois, mais le juge - sans crainte du ridicule - a voulu faire du zèle. Il a condamné José Bové à trois mois de prison ferme. Celui-ci a évidemment fait appel, ce qui nous donnera l'occasion de participer à une nouvelle mobilisation contre la criminalisation du mouvement social mais à Montpellier cette fois-ci. A vos agendas.

■ E. Guigou, ministre de la justice, ayant décidé de ne pas saisir la Cour de cassation, J. Chirac ne sera donc pas inquiété par la justice quant à ses responsabilités passées dans la gestion de la mairie de Paris. C'est ce que l'État appelle l'égalité devant la loi.

■ Le gouvernement Blair souhaite encourager l'installation de **travailleurs immigrés en Grande-Bretagne** et même leur faciliter l'obtention de la nationalité britannique... mais seulement s'ils sont hautement qualifiés. Pour les autres, pas de changement ou plutôt si : la législation sur le droit d'asile a été durcie.

■ **Homophobie.** La demande de carte de séjour d'un étudiant colombien a été rejetée par la préfecture de police de Paris, bien qu'il soit pacé avec une personne de nationalité française. Motif : celle-ci est un homme.

■ Avant même les Jeux olympiques, la France a déjà décroché une médaille (d'argent). Celle du pays où les dirigeants d'entreprise sont les plus généreux en matière de distribution de stock-options... c'est-à-dire avec eux-mêmes.

■ En avant-première des JO de Sydney, des **olympiades des affaires** se sont tenues à Melbourne. Plus de 1500 manifestants anti-mondialisations ont tenté de bloquer pacifiquement l'accès à cette internationale du capitalisme. Ils ont été sauvagement délogés par la police australienne.

■ Des chercheurs néerlandais ont démontré qu'il existait bel et bien une relation entre la pollution automobile et l'asthme... ce que n'importe quel centre de kinésithérapie respiratoire savait depuis belle lurette.

■ Envoyez vos brèves à : monsieur.pol@wanadoo.fr

... bien fait

Pour une pédagogie de l'entraide et de la coopération

IL SOUFFLE ACTUELLEMENT SUR l'éducation un petit courant d'air frais qui nous laisse penser qu'une porte au ministère serait entrouverte. Lors du congrès de l'Institut Coopératif de l'École Moderne-Mouvement Freinet (août 2000 à Rennes), ont été organisés des réunions de travail sur la possibilité de créer au sein de l'Éducation nationale des établissements mettant en œuvre une pédagogie basée sur la coopération, l'entraide... et autogestionnaire pour certains.

Cette semaine, un article signé de Marie-Danielle Pierrelée et Bruno Mattéi paru dans Libé (1), affirme que « Le ministère se déclare prêt à accueillir de tels projets pour la rentrée 2001 ».

Ici et là on parle d'un collège ou lycée par département. Et 20 ans après l'ouverture des lycées autogérés (eh oui le LAP va fêter ses 20 ans d'ici peu), on a très envie de croire qu'il va y avoir quelque chose de possible au niveau d'établissements du second degré dans le service public, laïc et gratuit.

Cette envie est à la hauteur du dégoût et de l'ennui des adolescents pour leur structure d'enseignement; à la hauteur du désir de très nombreux parents, enseignants et personnels d'entretien qui ont envie de vivre autrement dans le collège: autrement avec les enfants, autrement entre adultes, de vivre un autrement pédagogique.

Toutes ces personnes qui rament isolément dans leur bahut vont pouvoir travailler ensemble dans des collèges ou lycées: c'est tout l'enjeu de notre agitation actuelle.

Actuellement on dénombre 7-8 projets plus ou moins aboutis (2).

Dedlic: c'est l'ainé de tous ces projets qui n'a jusqu'à présent et pour diverses raisons (opposition des Conseils d'administration des collèges, frilosité de l'administration à différents niveaux) pas pu ouvrir. Son projet très détaillé est écrit.

Brest: la réflexion a commencé en 1996 à l'initiative des instits et des parents d'élèves de l'École Célestin Freinet (ouverte depuis 1970) qui recherche une suite au niveau collège des pratiques éducatives, coopératives, citoyennes. Leur projet est déjà en partie écrit.

Nantes: après le passage du groupe « Dedlic » en mai 2000 à l'école A. Guépin, des parents d'élèves ont constitué une association « Pour la création d'un collège public expérimental ouvert ». Les parents, enseignants et adolescents de cette association ont écrit une charte.

À Vannes, une première réunion a été organisée par G. Cohn-Bendit mercredi 13 septembre. La prochaine est fixée pour le jeudi 21 septembre à 20 h au bar « Le Chateaubriand ».

En Charente-Maritime, sur un appel de l'ICEM et de l'École Émancipée, un collectif d'une douzaine de personnes (enseignants, parents, personnels administratifs) d'horizons divers (syndicaux dont la CNT Éducation, pédagogiques, parents de Bonaventure et non-alignés) se réunissent chaque semaine depuis le début du mois.

En Dordogne, à Grenoble, à Lille et sans doute ailleurs des équipes se constituent.

Dans tous ces projets, on retrouve pas mal de dénominateurs communs: l'apprentissage de la citoyenneté par sa pratique (conseils d'enfants, gestion collective des conflits...).

Le travail en équipe des enseignants et de tout le personnel pour permettre l'interdisciplinarité dans les apprentissages, la cogestion pour l'organisation générale, et la constitution de groupes de travail fédérés autour de projets.

Ces établissements se veulent ouverts à tous les jeunes (certaines équipes comme en Charente-Maritime proposent l'accueil d'enfants handicapés), ouverts sur leur quartier et ses associations, sur la ville et fédérés aux autres structures innovantes.

À l'appel de l'ICEM (voir encadré), tous les animateurs de ces projets et toutes personnes intéressées sont invités à échanger leurs avis le 1^{er} octobre à Montreuil. Et si tout va bien, M-D Pierrelée sera reçue par le ministre pour déposer les projets.

À nous de transformer ce petit courant d'air en gros coup de vent...

Thérèse Preux

(1) Article en page 7 de Libération paru le mardi 12 septembre 2000.

(2) Tous les projets évoqués ci-dessus sont consultables sur le site de Bonaventure

<http://perso.wanadoo.fr/bonaventure>

Appel de l'Institut Coopératif de l'École Moderne-Mouvement Freinet

MERcredi 23 AOUT, LES organisateurs du Congrès de l'ICEM ont mis sur pied une table ronde sur l'innovation pédagogique. Celle-ci a réuni Catherine Ouvraud pour les équipes Freinet, des membres de Déclic 93, Gabriel Cohn-Bendit et Marie-Danièle Pierrelée.

Suite à cette réunion, l'ICEM prend l'initiative d'une rencontre des mouvements pédagogiques, des équipes en voie de constitution et des individus concernés par cette démarche.

Le moment semble propice. Le ministère a annoncé que quatre structures publiques innovantes pourraient ouvrir dès la rentrée 2000-2001. D'autres projets rencontrent encore des difficultés administratives ou cherchent leur spécificité. Des individus isolés souhaitent certainement participer à la constitution de nouvelles équipes. Le comité de l'innovation présidé par Anne-Marie Vaillé peut ouvrir des perspectives intéressantes pour ces initiatives.

Il nous semble important que les mouvements pédagogiques et les groupes et individus intéressés mettent en commun leurs projets avec la volonté de respecter les principes du service public d'éducation. Dans le premier degré, des équipes Freinet fonctionnent depuis de nombreuses années. Leur expérience peut être profitable et aider à l'élaboration de nouveaux projets au premier comme au second degré.

À tous les niveaux d'enseignement, il faut aussi travailler à l'émergence d'équipes qui pourraient en même temps participer activement à la formation de jeunes enseignants en relation avec les IUFM, les universités, l'INRP, ou avec les organismes de formation associés tout en offrant des terrains

d'évaluation. Il s'agit d'apporter la preuve que la réussite de tous les enfants, sans distinction d'origines, au sein des établissements publics est un objectif réalisable.

Chacun des destinataires de cette invitation peut relayer cet appel autour de lui pour que cette rencontre soit le ferment d'une vraie mobilisation.

Rendez-vous
dimanche 1^{er} octobre 2000
de 10 à 17 heures
Bourse du travail de Montreuil,
place Jean-Jaurès
(M^o Mairie de Montreuil)

Merci de vous faire connaître auprès d'une des adresses ci-dessous si vous pensez pouvoir participer à cette réunion:

Secrétariat de l'ICEM, 18, rue Sartazin, 44000 Nantes
tél.: 02 40 89 47 50;
fax: 02 40 47 16 91
icem.pedagogie.freinet@wanadoo.fr

Manifeste Marie-Danièle Pierrelée, 50 rue de Lens, 59000 Lille.
tél.: 03 20 42 07 30;
mdpierre@club-internet.fr

DECLIC, 39 rue Girardot, 93170 Bagnole. tél./fax: 01 43 63 89 35

Invitation adressée à:
Mouvements pédagogiques: Association Française de la Lecture, Centre d'Entraînement aux Méthodes d'Éducation Active-secteur enseignement, CRAP-CP, Groupe de Formation pour une Éducation Nouvelle, aux signataires du Manifeste de Marie-Danièle Pierrelée et de l'Appel G. Cohn Bendit, projet Dedlic, et tous porteurs de projets innovants.

Retrouvez la Fédération anarchiste sur le web, Radio libertaire, le Monde libertaire... <http://federation-anarchiste.org/>

chronique anarcha-féministe Home, sweet home

Je suis dans une rue, je regarde les vitrines sans réellement y faire attention. Un hurlement dans mes oreilles: « Whouarhh! » Brutal retour à la réalité. La nuit tombe, je suis une femme, isolée. Ils étaient deux. Ils m'ont utilisée l'espace d'une seconde comme cible de leur déconade; je n'existe déjà plus, même en temps que cible. Je ne crains pas le contact avec des inconnu-e-s. Comment sortirions-nous des espaces déterminés par notre catégorie socioprofessionnelle sinon? Mais là, je me suis sentie agressée.

Ils étaient deux. Sans doute, le mécanisme de l'agression commença-t-il ici: l'émulation tangible ou même supposée de copains entre eux ou d'un individu certain d'être soutenu par un groupe. Le phénomène connu d'entraînement grégaire a bien fonctionné. Dans le groupe, l'identité de l'individu s'affirme par l'enrichissement de la culture du groupe. « Nous sommes partis pour déconner. Regarde ce que je fais pour qu'on déconne encore plus. » Je ne gênais pas sur le trottoir, je ne les ai pas « encouragés » du regard. J'étais une femme isolée, la catégorie statistiquement vulnérable. Quand on est un homme, comment ne pas penser que les femmes, même inconnues, sont spontanément disponibles: mères, épouses, confidentes, soignantes, enseignantes, assistantes sociales... La liste est longue des situations où le rôle de l'adaptateur entre un homme et les contraintes est joué par une femme. Dans ces conditions, pourquoi requérir l'avis de l'une d'entre elles?

Je me suis retournée sur eux pour me rebiffer contre cet épisode de contrôle de mon corps. Je voulais leur dire qu'en agissant ainsi ils se rendent complices de l'enfermement des femmes, que certaines n'osent déjà plus sortir seules le soir. Quand l'État et la religion s'en mêlent, les femmes n'ont plus le droit de sortir sans un accompagnateur et n'importe quel homme a le droit et le devoir de châtier la contrevenante. Le temps que je trouve mes mots, ils étaient loin. J'aurais dû crier, alors je me suis tue. Je ne voulais pas me faire remarquer: je ne voulais pas que les autres dans la rue, qui n'avaient rien vu, me prennent pour une hystérique.

Camille C.

Après les émeutes d'El Ejido (Espagne) La plaie reste ouverte

CES DERNIÈRES ANNÉES, parvinrent de la localité d'El Ejido (Almería) des informations concernant de fréquentes agressions racistes de divers types, spécialement contre la communauté maghrébine et qui allèrent jusqu'à l'assassinat d'un homme. Il y a deux ans cette raclée mortelle ne fut pas condamnée par les conseillers municipaux au maire fasciste Juan Enciso.

Comme les médias l'ont déjà décliné sur tous les tons, l'excuse déclenchant une nouvelle vague raciste comme il s'en était rarement vu en Espagne, fut l'assassinat d'une jeune fille par un immigré d'origine maghrébine. Trois jours durant au mois de février, 20 000 immigrés africains, majoritairement maghrébins, furent pourchassés, frappés, leurs maisons et leurs voitures brûlées, leurs lieux de réunion, cafés ou commerces détruits. Et tout cela fut commis par des hordes de plusieurs milliers d'habitants d'El Ejido armés de bâtons, bates de base-ball, machettes et barres de fer principalement, sans parler d'armes à feu dont des pistolets de divers types. Les chiffres précis comptabilisant les blessés sont difficiles à donner car de nombreux sans-papiers ne voulaient pas aller dans les hôpitaux. On avance, prudemment, le chiffre de 200 victimes des violences racistes.

Pourquoi?

Les centaines de personnes, espagnoles ou non, qui d'une manière ou d'une autre aidaient ou simplement nouaient des relations avec les immigrés, furent fuir et se réfugièrent où elles le pouvaient malgré une police très présente, mais qui se limita à éviter que des lynchages n'aillent trop loin, montrant une attitude permissive et de fait, encourageant les violences. Les locaux d'une ONG et de l'association « Femmes progressistes » furent pris d'assaut et certains de leurs membres menacés de

mort, une militante échappant à une tentative de meurtre.

Même si, il y a trente ans, cette région était la plus pauvre d'Espagne, on ne peut occulter divers facteurs pour expliquer le degré des violences commises. Si les violences sont dues en grande partie aux habitants d'El Ejido, on ne peut oublier l'instrumentalisation de la violence par des groupes fascistes. Au premier rang de nombreuses manifestations on vit Antonio Martínez Cayulo, candidat à Almería sur une liste d'extrême droite, la « Plate-forme Espagne 2000 ». La banderole portée par les manifestants appartenait à cette coalition et de nombreux slogans sans compter les armes, mégaphones ou véhicules furent amenés par des militants d'extrême droite parfois avec le concours d'entrepreneurs d'Almería, toute proche. Sur les sites nazis du web, les incitations au lynchage ne manquèrent pas.

Solidarité institutionnelle contre solidarité populaire

Autre facteur important l'exploitation brutale des immigrés, avec ou sans papiers. Car il est notoire que le « miracle » de la prospérité rapide de cette zone agricole s'appuie sur des salaires de misère et des conditions de surexploitation qui favorisent la progression foudroyante des bénéfices que certains ne tiennent pas à partager. Dans cette ville, le degré d'analphabétisme atteint près de la moitié de la population. Or l'ignorance est un des piliers fondamentaux des idéologies racistes. Et si le nombre d'agences bancaires et les chiffres de la production agricole semblent disproportionnés pour cette petite localité, c'est que la richesse globale a augmenté alors que le niveau culturel, les infrastructures sociales, éducatives, sanitaires, de communication, sans l'appui de l'administration, sont restés comme figés. Des familles entières, dédiées depuis leur

enfance au travail de saisonniers, ont prospéré économiquement mais sans évolution culturelle.

Il est ridicule de penser que les institutions n'avaient pas vu venir le problème. Surtout depuis que la mairie était gérée par un maire du Parti populaire, aujourd'hui au pouvoir en Espagne, et qui ne parle des immigrés que pour les assimiler à l'insécurité urbaine. El Ejido fut la seule localité andalouse qui refusa et qui refuse encore aujourd'hui les propositions de logement et d'assistance sociale aux immigrés. Après les émeutes, le maire alla même jusqu'à désigner les associations d'aides aux immigrés comme responsables de la situation. Et que dire de la passivité policière au cours des mises à sac, incendies et autres agressions physiques?

La première réponse du collectif d'immigrés maghrébins fut l'organisation d'une grève de plusieurs jours, projet qui était évoqué depuis quelques temps déjà au vu des terribles conditions de travail. À travers toute l'Espagne aussi, de nombreuses initiatives solidaires des ouvriers d'El Ejido eurent lieu. Le résultat fut un compromis dérisoire de la part de l'État et l'installation de baraquements, éloignés des centres urbains et dépourvus de toilettes. Ce qui est loin d'apporter une réponse digne à l'avenir et aux actuelles conditions de vie des immigrés. Quant aux racistes, seule une minorité fut punie.

La lutte continue

Devant cette injustice, les réactions se poursuivent, loin des caméras de télévision qui ne se déplacent que pour le sensationnel. C'est ainsi qu'une centaine d'immigrés, majoritairement marocains, guinéens et sénégalais ont occupé le bâtiment des syndicats d'Almería à partir du 24 avril jusqu'au 1^{er} Mai. Il s'agissait de dénoncer l'absence de résultats après la signature d'accords qui

Répression à la frontière tchèque

Le collectif néerlandais « Rampenplan » s'est vu refuser l'entrée à la frontière tchèque. Leurs passeports ont été tamponnés d'une interdiction de 30 jours. Motif? Activistes!

Pour l'heure, ils étudient avec des avocats les actions possibles de contestation de la décision. L'ambassade des Pays-Bas a été contactée. Au Parlement néerlandais, le Parti socialiste à tout de même cru bon de poser au ministre des Affaires étrangères les questions suivantes (dont nous attendons nous aussi les réponses avec le plus vif intérêt):

- 1) Est-il exact que la République tchèque travaille avec Interpol afin d'identifier les militants allemands, polonais et scandinaves?
- 2) Est-il exact que les autorités britanniques leur ont proposé dossiers et photos de militants?
- 3) Les autorités tchèques ont elles demandé aux Pays-Bas de telles informations, sur quelles bases juridiques?
- 4) Le gouvernement est-il au courant que la République tchèque a pris des mesures pour stopper à la frontière certains étrangers, et que compte faire le gouvernement?
- 5) Est-il exact que 1 000 policiers et 5 000 soldats seront sur Prague lors du sommet du FMI? Quelles mesures pense prendre le gouvernement pour éviter une violence excessive (sic) contre les militants néerlandais.

Bien sûr, les socialistes qui siègent au parlement jouent le jeu hypocrite des questions faussement naïves au ministre responsable. Il n'empêche, que ces questions ne tombent pas du ciel et que les poser c'est en quelque sorte y répondre.

Vincent. - individuel du Gard de la F.A.

concernaient la reconstruction des logements détruits au cours des émeutes, la prise en charge du coût des biens détruits et des soins aux blessés, l'absence d'enquête pour retrouver les émeutiers les plus engagés, la régularisation des ouvriers agricoles. Cette action avait aussi pour but de parler des agressions de la part de groupes organisés et de l'absence de réactions et de solidarité des syndicats majoritaires que sont les Commissions ouvrières et l'UGT.

Le 1^{er} Mai, les syndicats anarchosindicalistes CGT et CNT organisèrent une manifestation avec des associations d'immigrés et des ONG pour appuyer ces revendications. Toutefois, d'autres agressions ont eu lieu qui laissent penser qu'une nouvelle flambée raciste reste possible. À Lepe (Huelva) et Can Anglada (Terrassa) des incidents racistes et violents ont été enregistrés.

Avec ce contexte, l'arrivée au pouvoir du Parti populaire et l'adoption de sa nouvelle loi sur l'immigration risque

d'encourager les actes racistes. Cette « Ley de extranjería », populiste et restrictive, fait de la lutte contre l'immigration une clé pour résoudre les problèmes sociaux du pays, faisant l'impasse sur l'injustice des relations économiques régionales et internationales et des inégalités qu'elles secrètent. Cette loi va ainsi fournir son lot de non régularisables (difficile de démontrer une présence réelle avant le 1^{er} juin 1999 quand on est dans la clandestinité), et abonde dans le sens d'une Europe forteresse. Pourtant toutes les barrières et les frontières se lèvent pour la circulation libre des capitaux, des marchandises et des armées. Déjà, des voix s'élèvent pour appeler les nationaux et les immigrés à la lutte solidaire, dans la voie de l'auto-organisation, et pour demander des papiers pour tous et pour toutes.

Relations internationales F.A.

Sources: *El Acreditador* de Saragosse de mars et juillet 2000, communiqués de la CGT et de la CNT-AIT.

Régression sociale en Autriche

Les pré-retraités, les chômeurs, les malades trinquent!

APARTIR DU 1^{ER} OCTOBRE 2000, L'ÂGE DE LA préretraite sera progressivement allongé de 18 mois et les pensions de vieillesse pour maladie seront supprimées. Ce qui revient à allonger la durée légale du travail pour des retraités de moins en moins rémunérés. Bref, tous ceux et celles qui, usés jusqu'au trognon physiquement ou psychologiquement, seront incapables de travailler n'auront plus que leurs yeux pour pleurer. Vous avez entre 50 et 60 ans, vous êtes trop faibles pour travailler? L'avenir ne vous offre que deux alternatives: ou vous continuez de vous crever au boulot ou vous devenez un « cas social ». Remerciez Haider et le FPÖ! N'avaient-ils pas promis de se soucier des intérêts des petites gens? Travail flexible de plus en plus important, revenus de plus en plus réduits, voilà ce qui nous attend. Et ne vous avisez pas de tomber malade! Dans les mois à venir, l'accès à la santé sera l'apanage des riches: aug-

mentation des coûts des ordonnances, participation du malade aux frais de transport en ambulance, augmentation du tiers-payant et réduction de la durée de perception des indemnités-maladie.

Il a été décrété que les chômeurs de longue durée devront dorénavant s'acquitter de tâches d'intérêt général sous peine de se voir retirer les allocations-chômage. Un exemple de ces travaux d'intérêt général: la collecte des crottes de chien sur les voies publiques pour une rétribution de misère qui permet tout juste une survie précaire!

Tout le monde au boulot! comme du temps d'Hitler! Ces parasites de chômeurs, ces SDF, ces pauvres, tous! Combien sont-ils à le penser en Autriche (et ailleurs)? Ils n'ont jamais réfléchi aux causes réelles et tangibles: moins de travail car les machines, les ordinateurs ont pris le pas sur la main-d'œuvre. Ce n'est ni la faute des chômeurs - tous des faibles, comme le pensent certains!

- ni celle des immigrés - tous des voleurs, comme le suggèrent d'autres! Le capitalisme s'épanouit et s'enrichit de cette situation qu'il entretient et il cultive la pauvreté et la précarité pour son plus grand bien.

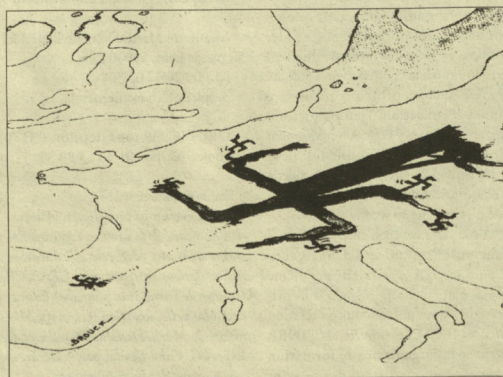
On dépense des sommes astronomiques pour la machinerie de guerre et on demande à ceux qui n'ont rien de se serrer la ceinture! On estime à 30 milliards de schillings la dette des entreprises autrichiennes envers l'Etat. Mais rien ne se passe! Et

beaucoup de gens s'estiment à l'abri de ces mesures restrictives car ils font ce qu'on leur demande de faire: un emploi pépère, une vie sans histoire, sans interrogations. Ils ne sont ni retraités, ni préretraités, ni chômeurs, ni travailleurs sociaux, ni assistés. Ils ne se sentent pas concernés et n'entrevoient absolument pas la menace qui plane sur eux: détérioration des conditions de travail notamment chez les apprentis, aggravation de la situation pour les chômeurs, les allocataires de l'aide sociale, diminution des indemnités-maladie, de la pension de veuvage, paupérisation grandissante, exclusion progressive des malades et des faibles, discrimination pratiquée à l'égard des femmes.

Toutes ces catégories de personnes ont une bonne raison de protester et de s'élever contre un régime qui cache de moins en moins son jeu.

Martine (Relations Internationales F.A.)

source: RBH Online



CINÉMA

Une reconquête de l'espace politique

Venise, 57e Mostra

INAUGURÉ PAR LA FARCE NOIRE ET réjouissante de Roberto Benigni *La vie est belle*, le cinéma italien revisite ses engagements, s'attache à sa pieuvre, la Mafia, et revient sur le passé gauchiste des années 60-70. Le retour sur ces années est au centre du film de Marco Tullio Giordana *I cento passi* (Les cents pas). Le film raconte la vie courte et la mort violente de Peppino Impastato. Anarchiste et libertaire pour ses amis, communiste ou terroriste pour ses ennemis, il est assassiné par la Mafia, retrouvé tête écrasée, une charge de dynamite scotchée au corps. (Sa mort rappelle la fin jamais éludée de l'éditeur Feltrinelli qui avait été retrouvé lui aussi explosé par une charge de dynamite, attaché à un poteau électrique). Peppino

avait créé une radio libre, attaquant de front Tano, son oncle et chef de la mafia locale, de « Mafiopolis-Cinisi », en Sicile. Tano sera jugé et confondu du meurtre de Peppino 20 ans plus tard. Le même « Tano » Badalamenti était au centre du film de Roberta Torre *Tano da morire* et son ombre plane sur la prostitution de filles africaines que la mafia amène à Palerme, histoire que raconte sa comédie noire *Sud Side Stori*.

L'espace politique rétréci sous une dictature est le sujet du film de Julian Schnabel *Before Night Falls*. Adaptation du livre de Reinaldo Arenas, le film révèle la répression violente qui frappe à Cuba toutes les personnes jugées déviantes. Arenas est enfermé en tant qu'homosexuel. Schnabel

insiste sur cet aspect, confondant l'appartenance à une pratique sexuelle avec l'identité de l'écrivain. Au lieu de montrer comment la résistance à l'humiliation constante alimente son œuvre, le film cède au folklore (Johnny Depp, travestissement, transporte les pages de ces écrits dans son cul) et à la facilité en suggérant qu'il arrive à quitter Cuba (en 1980 Castro laisse partir tous les indésirables) parce qu'il sait bien remuer son derrière.

À mille lieues des simplifications réductrices du film de Julian Schnabel, Barbet Schroeder fait un film remarquable sur la Colombie, dépeint les pratiques criminelles du cartel de Medellín. *La vierge des tueurs* (sortie nationale le 20 septembre) livre des images fortes d'une ville prise en otage, soumise à l'arbitraire des armes. Le réalisateur regarde – juge et témoin – une jeunesse utilisée, criminalisée et trahie. Le livre de Fernando Vallejo (publié en France chez Belfond) contient une forte charge anticléricale et antinataliste. Car à Medellín, ce sont les églises qui hébergent les enfants qui sniffent la cocaïne, fument le crack, dealent et consomment la drogue. Refuser de faire des enfants, futur chair à coke et à canons serait effectivement une arme redoutable pour lutter contre leur mort programmée. Mais l'aspect politique du film ne s'arrête pas là. Le script, scénarisé

par l'écrivain lui-même insiste sur le fossé qui se creuse entre ceux qui savent encore formuler une pensée et une revendication, donc lutter et ceux qui ne sont plus que des « anges exterminateurs » dont la seule activité est de dégainer plus vite que l'adversaire. Plus de symbolisation, plus d'imaginaire : tu me déranges, je te descends ! Un film hallucinant sur les dérives politiques possibles partout dans le monde. En Iran, c'est le pouvoir politique islamique qui domine l'espace : *Dayereh* (Le cercle), film de Jafar Panahi, vainqueur de la 57^e Mostra, fait le portrait de huit femmes. Toutes sont chassées : parce qu'elles

ont accouché d'une fille au lieu d'un garçon, parce que répudiées, parce que sans carte d'identité, parce que non accompagnées par un mari, un frère, un père. Le film trace, sobre et magnifique, au-delà de tout misérabilisme, leurs trajectoires impossibles. Il enregistre l'ébauche de leur mouvement de révolte, la solidarité entre elles. En quelques plans, Jafar Panahi fait exister la ville, la ville dont l'espace est en liberté surveillée, c'est un espace pour punir, un espace qui est aussi une prison pour ceux-là même qui prétendent être les gardiens de la révolution.

Heike Hurst (Fondu au Noir - Radio libertaire)



LA RELIGION c'est l'opium du peuple



Ça peut sembler incroyable, inconcevable, surréaliste, dément, incongru, impensable, impossible... et pourtant c'est un fait. Une réalité. Un cauchemar en chair et en os. Bien vivant. En l'an 2000, en effet, à l'heure du triomphe de la science et de la technologie, d'Internet, des progrès de la médecine, des guerres « propres », de la conquête de l'espace, de la construction européenne, et de la gauche plurielle, il est encore des millions, des centaines de millions et même des milliards d'individu-e-s qui croient que...

Bref, au jour d'aujourd'hui les croyances religieuses, quelle qu'elles soient, continuent, à force de bondieuseries, de niaiseries, d'irrationnel, d'obscurantisme, de sadisme et de masochisme, d'insulter l'intelligence. « L'éternel » humain et sa peur de la mort expliquent cela. Ce besoin de dope pour... « L'éternel » humain et sa rage de vivre fondent également l'insolence libertaire de cette brochure qui entend s'affranchir de l'opium religieux et combattre sans merci ses dealers. Éditions du Monde Libertaire - Éditions Alternative Libertaire. 48 pages. 20 F. En vente à la librairie du Monde libertaire.

copinage

Le groupe anarcho-punk "René Binamé" passe dans le cadre des journées de résistance à l'Espace autogéré des Tanneries (13-15-17 Bd de Chicago) le 7 octobre à Dijon. Infos : 03-80.66.64.81 ou 06-11.29.74.06 ou tanneries@free.fr.

Epsilonia (Radio libertaire) et Songs of praise (Aligre FM) font la fête au théâtre de l'Echangeur (59 av. de Gaulle, Bagnolet - M^o Gallieni) samedi 30 septembre et dimanche 1^{er} octobre. Musiques, installations sonores et visuelles, projections... Tarif : 55 F ; pass 2 jours : 80 F ; réduit : 35 F ; réservation : 01 43 62 71 20.

LECTURE

À nos enfants de la révolte !

Le jour de mourir est arrivé. L'enfant a refusé de vieillir. Faute de tambour, c'est sa lucidité qu'il trinqueballe des temps anciens à maintenant. Superbe itinéraire à travers les choses de la vie, le peu qui reste quand on a tout oublié. Hypocrisie et convenue blackbouées, place au rêve pour façonner la réalité. Famille, école, travail ramenés à leur dénominateur commun : la valse des servitudes.

Mais, un jour, il en est persuadé, l'Atalante de Jean Vigo fera escale ; il y aura du soleil, peut-être même de la musique, et Michel Simon en descendra, un drapeau noir aux lèvres. Ici ou là, un rescapé, descendant de Communistes, la colère à l'âme contre tous les Versailles d'hier et d'aujourd'hui.

Et la littérature, en ration de survie, économisant les cartouches pour les prochaines cataloguées. Tu ne mourras pas idiot, petit, surtout ne grandis pas. Une enfance à perpétuité.

Jean-Denis. - Liaison Bas-Rhin

Pierre Drachline. Une enfance à perpétuité. Le cherche midi éditeur - 155 p - 79 F. ouvrage disponible à la librairie du Monde libertaire.

LECTURE

L'œil commence à voir

AUX FRONTIÈRES DU KOSOVO, ENFIN REPÉRÉ sur un atlas, des journalistes débarquèrent. Ils découvrirent d'immenses tragédies humaines, ces odieux déplacements forcés de populations qui sont le "propre" des guerres. Ils ne purent que s'offusquer : de telles atrocités se déroulaient "à nos portes", celles dont nous ne franchissons plus guère le seuil. Ils clamèrent l'urgence d'une "ingérence humanitaire", associèrent leurs journaux à des collectes, affichèrent des numéros verts, se sentirent confortés par des sondages, image instantanée d'une opinion instantanément confectionnée par des images. Dans ce livre sur les médias, l'O.T.A.N. et la guerre du Kosovo, Serge Halimi et Dominique Vidal nous proposent une analyse critique du milieu journalistique. Le titre déjà, « L'opinion, ça se travaille », n'est pas innocent, il est en soi une provocation. Provocation, oui, car de quelle opinion s'agit-il ? Est-ce uniquement de l'opinion publique dont il est question ? Si c'était le cas, ce livre n'offrirait aucun intérêt. Non, ce livre va plus loin que le façonnage de l'opinion publique, somme toute assez facile, et que tout le monde connaît. Il pose le problème de l'unanimité d'une opinion toute particulière, celle des journalistes, dans le traitement des informations quel que soit le média utilisé. Mais n'est-il pas mal venu, déontologiquement, que ce soient des journalistes qui fassent cette analyse ? Non, si l'on considère que *Le Monde Diplomatique*, journal dont ils font partie, a été l'un des rares à défendre avec *Le Monde Libertaire*, dès le début, une position qui allait à l'encontre de tous les autres médias, l'un des rares à nous proposer une analyse critique sur la guerre au Kosovo et l'intervention de l'O.T.A.N., l'un des rares à ne pas tomber dans les pièges de la communication. N'est-ce pas le premier devoir d'un journaliste de s'interroger sur la validité d'une information, sur sa source, la vérifier pour se mettre à l'abri de toute propagande, de toute manipulation, voilà le travail du journaliste. Au-delà de l'opinion, ce livre s'interroge sur le métier de journaliste aujourd'hui, au regard du passé, et pour cela il s'appuie sur une solide documentation pour que les citoyens que nous sommes, puissent avoir un autre regard que celui d'un gobe-mouches. Cette situation du journaliste dont nous parlent Serge Halimi et Dominique Vidal, est celle du jour-

naliste occidental ; en est-il de même dans le reste du monde ? Non, au regard du nombre de journalistes en prison pour délit d'opinion. Dans ce reste du monde, ce n'est pas la télévision qui dérange, car peu de personnes la reçoivent ; c'est plutôt la presse, l'écrit que le pouvoir cherche à censurer. Le journaliste est un œil qui voit, qui dénonce, à ses risques et périls, ces potentats locaux qui se cachent derrière des pseudo-démocraties.

Rien ne vaut une fable, comme sait si bien l'écrire Albert Cossery, pour s'en convaincre. Dans son dernier roman, *Les Couleurs de l'Infamie*, dont l'action se passe au Caire, il nous parle de ceux qui ont du beurre et qui veulent encore se faire l'argent du beurre sur ceux qui n'ont rien. Pas si sûr qu'ils n'aient rien, ils ont au moins l'humour et l'ironie contre laquelle le pouvoir ne peut rien. Le personnage central, Karamallah, journaliste condamné à la prison, condamnation ayant pour origine le despotisme d'un gouvernement féroce hostile à toute information ayant quelque rapport avec la vérité, en est le vibrant exemple. « Sans cesse il avait médité sur la lâcheté des peuples et leur soumission à l'impudence de gouvernants iniques. Cette obligeance consentie aux tyrans, laquelle confinait souvent à la dévotion, provoquait en lui un perpétuel étonnement. Il en était arrivé à croire que la majorité des humains n'aspirent qu'à l'esclavage. Longtemps il s'était demandé par quel stratagème cette énorme entreprise de mystification organisée par les possédants avait pu s'étendre et prospérer sur tous les continents. La persistance du pouvoir de ces chiens puants sur la planète n'altérerait en rien sa joie d'exister. Bien au contraire, leurs actions stupides et criminelles étaient pour lui une source inépuisable de sujets diversifiants. » Un personnage haut en couleur qui va mettre en place avec deux de ses acolytes, un stratagème pour déjouer les abus du pouvoir, un stratagème qu'il vous reste à découvrir, avec le plaisir qui caractérise toute lecture d'Albert Cossery.

Boris Beyssi (Le Manège - Radio libertaire)

L'opinion, ça se travaille (Les Médias, l'OTAN et la guerre du Kosovo), Serge Halimi et Dominique Vidal, éditions Agone, 94 p, 35 F.

Les Couleurs de l'Infamie, Albert Cossery, éditions Joëlle Losfeld, 133 p, 85F.

Guyane : assassinat de Michel Kapel (suite)

Michel Kapel, militant guyanais anti-colonialiste et libertaire, a été assassiné au début de l'été. Après vous avoir retracé son itinéraire social (ML 1212), nous vous rapportons les faits et actes des responsables directs de ce crime politique.

DANS LE CADRE DE L'ASINJEGDIF, Michel Kapel occupait avec des jeunes 300 hectares à Degrad Edmond ancien village d'orpailleur, avec le but de prouver la possibilité de vivre dans un autre cadre de société par la mise en place d'une communauté agricole libertaire.

Après une conférence de presse avec les jeunes cagoules (pour leur sécurité), annonçant l'occupation des terres et dénonçant le projet Taïnos studio par le cinéaste Alain Maline, le harcèlement des gendarmes de Cacao, du maire de Roura a débuté pour les faire décéder. Suite à une rencontre avec le cinéaste, celui-ci aura trouvé les mots pour convaincre Kapel et trouver un compromis pour la gestion du site dans un cadre de protection culturelle, archéologique et d'insertion de personnes en difficulté (accord signé et enregistré aux hypothèques).

3 juin 2000, 18 h 30, alors qu'il était à l'enterrement d'un militant indépendantiste, on tire au magnum 357 sur sa maison à hauteur d'homme où, une minute avant, sa compagne et sa fille se trouvaient. Le même jour, à 22 heures, on tire sur le cabinet médical du Dr Lecante président du Conseil général. La manipulation mentale commence. À cause d'un contentieux personnel et politique très lourd, Kapel est sûr que c'est Lecante et vice-versa. Ce dernier aura l'appui des médias et de la classe politique locale et l'enquête est dirigée contre Kapel. Dans le même temps Clinton, un des assassins présumés de Kapel, s'installe à Degrad Edmond détruisant le site. La provocation est lancée, une première rencontre aura lieu

entre les deux hommes qui se terminera à la gendarmerie de Cacao d'où émergera la complicité des gendarmes avec Clinton et son « patron » Pastori le deuxième assassin et leur soutien contre Kapel. Malgré tout, celui-ci réussira à les déloger quelques temps. Apprenant leur retour par André Lichau l'adjoint de Maline, il retournera en sa compagnie prendre des photos du site pour constater la dégradation de celui-ci le 11 juillet. Cinq jours avant son meurtre, Kapel rencontre une personne qui l'avertira de la personnalité des deux individus (Clinton léger débile manipulé par son patron à coup d'herbe et d'alcool, Pastori raciste et facho notoire) et qui lui conseillera d'éviter de retourner à Degrad Edmond car il ressentait qu'un guet-apens se préparait. Kapel reste sur la thèse que Lecante le manipule et ne tient pas compte de cet avertissement. Sur les conseils de Maline il préviendra toutes les forces de répression (SRP), le haut commandement de gendarmerie de Guyane, le préfet, le procureur) de son retour à Degrad Edmond et demandera son accompagnement par les gendarmes de Cacao sur le site. Conseil écouté ou provocation de la part de Kapel, nous ne le saurons jamais mais pour nous, là est la faille.

Des questions pour l'instant sans réponse

11 juillet 2000 aux environs de 9 h 30, arrivée de Lichau et Kapel à la gendarmerie de Cacao : personne. Ils attendront trois quarts d'heure. Kapel et Le groupe No Pasaran ayant une rencontre d'importance prévue au rectorat

l'après-midi, le temps passant et vu l'éloignement du lieu de Cayenne (60 km), il décide malgré tout de se rendre au village. Là tout ira très vite. Pastori braque les deux hommes hurlant : « légitime défense ». Clinton sort d'un fourré derrière Kapel et l'abat. Lichau ne sera pas malmené et même raccompagné à son véhicule par Pastori. Retour de Lichau à la gendarmerie éloigné de huit km. Tout le monde est là, les secours sont prévenus. Retour sur les lieux du crime. Le corps de Kapel est déplacé, son fusil de chasse qu'il avait en bandoulière est en travers de son bras, les gendarmes appelle Clinton, caché, de ne pas avoir peur que c'est eux... Bref, nous vous livrons les informations suivantes à votre analyse :

- Pastori serait un ancien gendarme. C'est lui et son véhicule placardé de cocardes tricolores qui ont ramené le matériel du SAMU hélicoptère sur les lieux.
- Le SAMU composé de deux personnes (la norme obligatoire est de trois) aurait été réquisitionné par la préfecture. L'hôpital de Cayenne et le SAMU n'étant informés de rien à 14 heures.

- Le certificat de décès porte la mention mort accidentelle
- Les pompes funèbres appelées sur les lieux n'ont pu voir le corps celui-ci étant déjà enveloppé et aurait de toute façon été transporté par l'hélicoptère à la morgue
- Le corps n'a pas été identifié officiellement par un membre de la famille comme la procédure l'exige et il a été rendu à celle-ci quatre jours après.
- La mise sous scellé de ses affaires n'est pas contresignée par un proche.
- La famille n'a jamais été prévenue officiellement, c'est une élue de la région membre du Conseil économique et social (choisie par Jospin) qui a averti sa compagne à 14 heures qu'il y aurait eu un accident...

- Maline est prévenu à 13h30 par Marc Vizi, ancien sous-préfet de Saint-Laurent du Maroni, membre du cabinet de Jospin.

- Le 12 juillet, Maline et deux comparses créent la SCI Degrad Edmond. Objet : achat et gestion d'immeubles...

- Le procureur, par médias interposés, annonce que les accords entre Maline et Kapel étaient verbaux, alors que la gendarmerie et la préfecture détient la copie du document enregistré aux hypothèques.

- À ce jour personne n'a été entendu dans le cadre de l'enquête.

Pour nous c'est clair Michel Kapel a été tué par deux mercenaires de l'état français ce 11 juillet 2000 grâce à la complicité des néocolonialistes qui ont participé à son meurtre par leur stratégie d'isolement afin de protéger leurs ambitions de pouvoir et certainement leurs combines passées « sous cape » avec l'Etat. À sa veillée funéraire organisée par tous ces hypocrites afin de se donner bonne conscience certains n'ont pas hésité à le comparer au « fou du roi »... et actuellement, de leurs propres dires veulent en faire un mythe ! Il leur en faut, paraît-il, pour bâtir l'histoire de la Guyane...

Nous, sa compagne, ses camarades de l'ASFALTE, No Pasaran et du Fulac qui avons partagé sa vie, ses espoirs et sa souffrance nous pouvons dire qu'en effet, il était fou, que nous sommes fous et fiers de l'être. Notre folie est de ne pas s'être laissés façonner par la moule du système qui nous embrigade dès l'école afin de devenir de bons citoyens et de lutter jour après jour pour une société libertaire.

Kapel est mort certes, et c'est dur affectivement pour sa famille, ses enfants et sa dernière compagne. Mais ne nous arrêtons pas à cette mort que beaucoup récupèrent politiquement. C'est une mort parmi tant d'autres qui ne font pas tant d'éclats médiatiques, à savoir la mort des exclus d'abord sociale et malheureusement souvent physique par la suite.

Nous, nous occupons à nouveau Degrad Edmond depuis le 26 août 2000 et nous vous attendons de pied ferme, les spéculateurs financiers, les spoliateurs de la terre, les racistes, les fascistes, les électoralistes, les colonialistes et néocolonialistes !

L'ASFALTE, NO PASARAN,
L'ASINJEGDIF AM & TT
et le FULAC

A G E N D A

jeudi 21 septembre

- **MONTPELLIER** : Bob (groupe du Gard de la F.A.) mis en examen pour diffamation publique pour avoir collé une affiche informant des dangers de l'incinérateur de Sète qui rejette dans l'atmosphère métaux lourds et dioxines, comparait sans avocat à **14 heures au TGI**. Pour plus d'infos : « Avec », B.P. 69, 34401 Lunel cedex.

vendredi 22 septembre

- **BRUXELLES** : STREET PARTY FLUX ENORME (réappropriation festive et collective des voies de communication). À l'occasion de la journée européenne « En ville sans ma voiture », le « Collectif sans ticket » vous invite à une **grande fête populaire, musicale et colorée à travers la ville**, sans tarifs ni droits d'accès. L'UR Belgique de la F.A. et le Centre Libertaire à 17 heures au Parvis de Saint-Gilles.

- **QUIMPER** : Le groupe Crabes de la F.A. et le réseau No Pasaran organisent une conférence-débat sur la situation politique et la vie quotidienne au Chiapas à **20 h 30 aux Halles Saint-François**. Projection diapos et intervention de Laurent du réseau No Pasaran qui a passé un an dans la région.

samedi 23 septembre

- **PARIS** : La CNT organise une **réunion-débat avec Claude Guillon** auteur de « Economie de la misère » à partir de 15 heures au 33, rue des Vignoles (20^e).

lundi 25 septembre

- **LYON** : À l'occasion de la venue de Jospin, manif de soutien aux sans papiers appelé par le Collectif solidaires des sans-papiers (dont la F.A. est partie prenante), à **18 heures place des Terreaux**, précédé à 17 heures d'un forum et de témoignages.

jeudi 28 septembre

- **MONTPELLIER** : Le groupe Gard-Vaucluse de la F.A. appelle à venir soutenir l'un des siens, porte-parole d'ICI ROM, qui passe en procès à **14 heures au TGI de Montpellier**, place P. Flotte, salle Cassin, pour une affiche satirique.

samedi 30 septembre

- **PARIS** : La librairie du *Monde libertaire* organise un forum-débat avec l'OIP et l'équipe de Ras-les-murs, à l'occasion de la sortie de « **Prisons : un état des lieux** » à 16 h 30 au 145, rue Amelot (11^e).

vendredi 6 octobre

- **ROMANECHÉ-THORINS (71)** : Le groupe La vache noire de la F.A. et le studio « D K P » vous proposent une soirée spectacle avec Jo Staline (chanson anar), Le Petit bal (chanson française) et Mister orange (chanson décalée). Table de presse et bonne humeur garantie. À 21 heures, au studio DKP (40 F).

MONTPELLIER

dimanche 24 septembre

Fête des Mécréants !

Le dimanche 24 septembre, les groupes « Un Autre Futur » et « La Sociale » de la Fédération anarchiste de Montpellier organisent au Mas des Trois Cloches (commune de Lavérune), une fête des mécréants. De quoi passer un repos dominical militant et festif, loin des obscures voûtes des églises et des abyssales urnes. Cette initiative s'inscrit dans le cadre de la campagne anti-jubilé catholique décidée par la Fédération anarchiste en juin 1999.

Localement, il nous paraissait important de donner un pendant athée et rationaliste aux diverses manifestations entreprises par l'Eglise héraultaise (fête des enfants, de la famille...) à l'occasion de « son » jubilé. Plus globalement, même s'il est absurde de vouloir interdire de croire – et telle n'est pas notre perspective – nous tenons à sensibiliser le maximum de personnes à la nécessité de combattre les obscurantismes religieux en mettant en avant la prégnance des religions sur nos vies : non, ce n'est pas un combat d'arrière-garde. Le succès populaire des dernières Journées mondiales de la jeunesse – catholique, devrait-on ajouter – ne nous fait malheureusement pas mentir. La génuflexion de Jospin devant le pape lors de sa dernière visite en France non plus. Pas plus que la place toujours plus grande accordée dans la presse aux discours moralisateurs et parfois criminels (interdiction de l'utilisation du préservatif) des « autorités religieuses » sur les « grands sujets de société ». Pas moins que les position-

nements rétrogrades des chefs religieux lors des débats et des mobilisations qui ont accompagné le processus de vote du PACS. Tout comme la gêne que procurent les religions à l'épanouissement de toutes et tous, homos et hétéros (rôle de la femme, contraception, tabous sexuels...). De plus, face à la dégradation des conditions de vie du plus grand nombre, toujours plus précarisé, les discours religieux amènent au fatalisme, à l'acceptation de l'ordre établi et à la soumission, se posant comme alliés de taille aux quelques privilégiés qui tirent les marrons du feu.

Voilà quelques raisons parmi bien d'autres d'organiser cette journée. Ainsi, même si nous tiendrons plus spécifiquement un stand de débaptisation, à l'heure où l'Etat choisit des interlocuteurs officiels, représentant l'Islam pour mieux encadrer une partie de la population, nous voulons faire de cette journée un rendez-vous contre tous les obscurantismes. Deux débats (Femmes et religion ; Les anarchistes face à la religion) nous y aideront. Le reste se fera dans les rencontres entre chansons, bouffe, musique, animations pour enfants et tables de presse tenues par différentes organisations libertaires de Montpellier. Et si nous tirons quelques subsides de cette journée, ils aideront à l'ouverture prochaine d'une librairie anarchiste à Montpellier.

Gilles. – groupe « Un Autre Futur »
(Montpellier)